

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/EGY/4

G/SCM/Q1/EGY/4

13 avril 1999

(99-1474)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

COMITE DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les ÉTAT-UNIS concernant la notification de l'ÉGYPTE¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 avril 1999.

1. La définition de la "branche de production nationale", à l'article premier du Règlement égyptien, est-elle compatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping et l'article 16 de l'Accord SMC? L'Accord antidumping et l'Accord SMC disposent que "l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". (non souligné dans l'original) Selon le Règlement égyptien, la "branche de production nationale" désigne "les producteurs égyptiens du produit similaire dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale de ce produit". Ce règlement omet la référence à "l'ensemble des producteurs nationaux".

2. Y a-t-il dans le Règlement égyptien une disposition excluant les "parties liées" de la définition de la branche de production nationale? Voir l'article 4.1 i) de l'Accord antidumping et l'article 7.1 de l'Accord SMC. Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces parties peuvent-elles être exclues?

3. Les articles 39 1) c) et 61 1) c) du Règlement égyptien disposent que l'autorité chargée de l'enquête examine si les importations ont pour effet "d'empêcher des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites". L'article 39 1) c) ne précise pas qu'il doit être constaté que le fait d'empêcher des hausses de prix se produit "dans une mesure notable" – comme le prescrivent l'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord SMC. Comment l'article 39 du Règlement égyptien inclut-il cette prescription des Accords antidumping et SMC?

4. Les articles 40 4) et 62 4) du Règlement égyptien disposent que l'autorité chargée de l'enquête examine (lorsqu'elle détermine s'il y a menace de dommage) l'"existence d'une capacité d'exportation importante ... du produit en question dans les sociétés exportatrices". L'article 3.7 ii) de l'Accord antidumping et l'article 15.7 iii) de l'Accord SMC précisent que les Membres, lorsqu'ils examinent la question de la capacité excédentaire, "[tiennent compte de] l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber les exportations additionnelles". Les articles 40 4) et 62 4) envisagent-ils que soit prise en compte l'existence d'autres marchés d'exportation et, si tel n'est pas le cas, comment sont-ils compatibles avec les Accords antidumping et SMC à cet égard?

¹ G/ADP/N/1/EGY/2/Rev.1-G/SCM/N/1/EGY/2/Rev.1.

5. L'article 22 du Règlement égyptien omet la date de l'ouverture de l'enquête de la liste des renseignements que doit contenir l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête publié au Journal officiel. Comment cela est-il compatible avec l'article 12.1.1 de l'Accord antidumping et l'article 22.2 de l'Accord SMC?

6. L'article 12.2 de l'Accord antidumping et l'article 22.3 de l'Accord SMC exigent qu'il soit donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, de toute décision d'accepter un engagement, de l'expiration de cet engagement, et de la suppression d'un droit antidumping ou compensateur définitif. Les dispositions des Accords antidumping et SMC énumèrent aussi un certain nombre de renseignements que ces avis doivent contenir. Comment la Loi et le Règlement égyptiens incluent-ils ces prescriptions?

7. Quel type de tribunal connaîtra des appels de décisions comportant des décisions en matière de droits antidumping et de droits compensateurs? Quels types de mécanismes procéduraux sont en place pour permettre de tels appels?

8. Prière d'indiquer si et selon quelles modalités les tribunaux d'appel sont indépendants des autorités chargées de la détermination des droits antidumping ou compensateurs ou du réexamen de ces déterminations qui sont susceptibles d'appel comme le prescrivent l'article 13 de l'Accord antidumping et l'article 23 de l'Accord SMC.

9. L'expression "parties intéressées" est définie à l'article 6.11 de l'Accord antidumping et à l'article 12.9 de l'Accord SMC comme incluant, entre autres choses, i) les producteurs étrangers et ii) les groupements professionnels commerciaux ou industriels dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent le produit qui fait l'objet de l'enquête. Les définitions des expressions "parties concernées" et "autres parties intéressées", à l'article premier du Règlement égyptien, ne font pas référence aux producteurs étrangers ni à de tels groupements professionnels commerciaux ou industriels. Comment ces définitions sont-elles compatibles avec les prescriptions de l'article 6.11 de l'Accord antidumping et de l'article 12.9 de l'Accord SMC?

10. L'article 6.5.2 de l'Accord antidumping et l'article 12.4.2 de l'Accord SMC disposent que les autorités peuvent ne pas tenir compte de renseignements confidentiels fournis par des parties intéressées si elles estiment que la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé. L'article 8 du Règlement égyptien dispose que l'autorité chargée de l'enquête peut ne pas tenir compte des renseignements fournis "si le traitement confidentiel ou la demande de traitement confidentiel n'est pas justifié". Le Règlement égyptien ménage-t-il à la personne qui fournit de tels renseignements la possibilité de les rendre publics ou d'en autoriser la divulgation, avant que l'autorité chargée de l'enquête ne décide de ne pas tenir compte des renseignements en question?

11. L'article 5.8 de l'Accord antidumping et l'article 11.9 de l'Accord SMC exigent la clôture immédiate de l'enquête dans les cas où la marge de dumping ou le montant de la subvention sont *de minimis*, ou lorsque le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est négligeable. Les articles 38 et 60 du Règlement égyptien, qui disposent que l'autorité chargée de l'enquête établit un rapport recommandant la clôture de l'enquête en pareil cas, sont-ils conformes aux prescriptions de l'article 5.8 de l'Accord antidumping et de l'article 11.9 de l'Accord SMC?

12. Il semble y avoir une incompatibilité entre l'article 2 de la Loi égyptienne, qui précise que dans les affaires relatives à des droits antidumping ou à des droits compensateurs, les entités invitées à fournir des renseignements fourniront les renseignements sollicités "dans un délai qui ne peut pas dépasser 30 jours à compter de la date de la demande" (non souligné dans l'original) et l'article 23 du Règlement égyptien, qui donne un délai de 37 jours pour répondre aux questionnaires. Quelle est la disposition qui l'emporte? Dans la mesure où c'est l'article 2 de la Loi égyptienne qui l'emporte, est-il compatible avec l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping et l'article 12.1.1 de l'Accord SMC, qui précisent qu'un délai d'au moins 30 jours à compter de la date de réception du questionnaire sera ménagé aux exportateurs et aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires?
